

il est de \$154.10 de Rockcliffe à Dorval, de \$231.15 de Rockcliffe à Toronto, de \$616.40 de Rockcliffe à Torbay, de \$462.30 de Yarmouth à Rockcliffe, de \$924.60 de Lethbridge, Suffield à Rockcliffe etc. D'autres personnes ont également fait partie de ces voyages et c'était probablement là la manière la plus économique de les transporter, mais d'après ce document, personne n'aurait accompagné le ministre à l'occasion d'un grand nombre de voyages à Montréal. Je ne vois pas qu'il ait pu épargner beaucoup de temps en empruntant un avion du C.A.R.C. Le voyage à Montréal à bord d'un avion commercial aurait coûté \$7.15. Je cite ce chiffre afin d'indiquer qu'à mon avis on ne donne pas aux services intéressés l'exemple de l'économie. Je ne pense pas qu'une pression s'exerce sur les services pour les amener à économiser et sans pression il n'y aura certainement pas d'économie.

Ces trois dernières années, je me suis élevé au cours de chaque débat sur la défense contre le gonflement des effectifs aux quartiers généraux des zones et des régions militaires. Voilà des exemples frappants du gaspillage d'effectifs qui se produit et qui est probablement attribuable à l'emprise de la bureaucratie qui se manifeste partout. Pour se rendre compte de l'état de choses qui règne au quartier général de la défense nationale, il suffit de jeter un coup d'œil sur le répertoire téléphonique dont chaque membre reçoit un exemplaire. A titre d'exemple, je citerai l'annuaire des services du personnel et de l'instruction militaire. D'après le répertoire téléphonique, le directeur de l'instruction militaire est un colonel, le directeur des services d'état-major, un colonel, le directeur de l'artillerie royale canadienne, un colonel; il s'agit dans tous les cas, il va sans dire, de colonels tout court; au bureau de l'ingénieur en chef, un colonel; directeur du service royal des transmissions, un autre colonel; directeur du corps d'infanterie royal canadien, encore un colonel. Il y a en outre, je crois, un directeur du corps blindé; toutefois, je n'ai pas vu son nom sur la liste.

M. George: L'a-t-on supprimé?

M. Harkness: Peut-être figure-t-il ailleurs, mais pas au répertoire téléphonique. Sans lui, il y a six directeurs et, s'il est dissimulé quelque part, il y en a sept qui s'occupent d'instruction militaire et de services du personnel. Chacun de ces hommes est entouré d'un personnel d'officiers, un major, un capitaine ou deux, et un lieutenant ou plus, suivant la nature du travail. Il y a, en outre, un certain nombre de gradés et hommes de troupe et bon nombre de civils, dont l'honorable député d'Yale (M. Jones) a parlé.

[M. Harkness.]

Combien y en a-t-il? Je l'ignore, mais le nombre en est considérable chez les seuls officiers supérieurs.

Je veux comparer la situation présente à celle d'avant-guerre. Nous n'avions alors qu'un seul colonel, à titre de directeur des services du personnel et de l'instruction militaire. Il avait pour l'aider trois majors et environ 12 gradés et hommes de troupe. Avec le concours de ces quelques officiers, gradés et hommes de troupe, il accomplissait tout le travail que font maintenant ces six colonels avec de nombreux capitaines, majors et bon nombre de gradés et hommes de troupe et autres. Il est vrai que depuis le début de la guerre nos effectifs permanents ont augmenté de 3,000 à 50,000 environ. Mais avant la guerre, notre réserve était plus considérable qu'elle ne l'est aujourd'hui. L'établissement d'un programme d'instruction exige tout autant de travail pour 10,000 hommes que pour 100,000. La rédaction de brochures, de précis d'instruction et ainsi de suite exige le même effort pour 10,000 hommes que pour 100,000. L'accroissement de nos effectifs n'exige pas nécessairement une augmentation considérable du personnel d'état-major. La chose saute aux yeux. Mais au quartier général, il y a des majors, des capitaines et d'autres officiers qui s'occupent d'un travail dont se chargeaient avant la guerre de simples soldats, des caporaux, des sergents et des sergents-majors. Ces officiers se gênent les uns les autres. Il en va de même pour le personnel du quartier général de zone ou de région. Ce que font tous ces officiers et soldats, j'ai peine à me l'imaginer. Je sais toutefois que toute la paperasse que ces gens manipulent gêne le travail du quartier général, moins efficace d'autant. Les affaires suivent des filières si nombreuses qu'elles en sont beaucoup retardées. Les intéressés examinent les documents chacun à son tour. Ils se tiennent occupés à se les passer. Ici, c'est indéniable, il y aurait lieu d'effectuer de fortes économies.

Je citerai un autre exemple de ce même état de choses dont je suis au courant personnellement. Il y a deux ans, on a établi, à Calgary, ce qu'on a appelé un commandant de garnison. Il était colonel et comptait, dans son état-major, un major, un capitaine et je ne sais combien de sous-officiers et hommes de troupe. Il sont toujours là-bas. Ces gens ont fait un excellent travail, et je les féliciterais de la manière dont ils ont accompli leur tâche; mais je suis d'avis que cet organisme n'était pas nécessaire. J'en ignore le coût, mais y compris les logements du personnel, etc., je ne doute pas que ce commandant de garnison et son personnel coûtent au pays au moins \$50,000 par an. Le